



99 bis Ave du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

Rapport introductif à la réunion du bureau national du 30 juin 2014

Avant d'aborder les questions liées à notre activité d'ici le prochain congrès, il convient d'examiner l'actualité politique, économique, sociale et autant dire qu'elle est chargée.

Ces dernières semaines sont marquées par des luttes puissantes dans différents secteurs :

- celle des cheminots contre la privatisation de la SNCF a duré près de trois semaines. Elle a fait l'objet d'une violente campagne de propagande capitaliste pour masquer l'objectif : l'ouverture à la concurrence, autrement dit la privatisation de la SNCF, que veulent imposer des états européens.

Pour cela, le pouvoir socialiste a pesé de tout son poids en employant ses armes, en premier lieu les médias, en faisant croire que la SNCF restait entreprise publique et en dénigrant la lutte des cheminots devenue « inutile ». Une fois de plus il a utilisé la CFDT qui s'est prononcée pour la réforme, et qui a condamné la grève en utilisant les mêmes arguments que le pouvoir. Il a utilisé le Front de Gauche relayé par la centrale CGT qui ont fait croire que les revendications des cheminots étaient satisfaites par le vote d'amendements au Parlement.

Le secrétaire CGT des cheminots a montré son désaccord en déclarant que « ces amendements, c'est de l'enfumage ».

En ce qui concerne la vente organisée d'Alstom par le pouvoir socialiste, c'est la même chose. Le front de gauche, la centrale CGT, la fédération CGT des métaux demandent que l'État devienne majoritaire dans le capital d'Alstom alors que les syndicats de l'entreprise, dans une déclaration commune revendiquent l'unité et le maintien du groupe et non son démantèlement.

Le délégué syndical central CGT du groupe Alstom déclare « on ne veut pas de capitaliste, qu'il soit américain, japonais ou martien, on n'en veut pas. Il ne s'agit pas de choisir entre tel ou tel prédateur. »

Même constat que pour les cheminots : du parti socialiste à la droite, ils sont tous d'accord. Le Front National qui a condamné la grève des cheminots, évite tout débat de fond à propos de l'avenir d'Alstom.

L'écart entre les centrales syndicales et les syndicats d'entreprise se confirme, ce que nous signalons depuis des années.

Dans une interview au Figaro de mercredi 14 dernier Lepaon assume : « c'est vrai nous sommes bousculés » dit-il. Il assume également « l'autonomie » laissée aux sections au « nom du respect du débat démocratique » pour justifier l'absence totale de coordination des luttes et leur pourrissement.

Le Figaro s'inquiète de cet écart grandissant en titrant : « dépassée par sa base, la CGT navigue à vue » ce qui naturellement peut être dangereux pour le « dialogue social » souhaité par le pouvoir et le Medef. Quelques structures départementales, des organisations de base, expriment maintenant de sérieux désaccords avec la centrale.

Les luttes sont nombreuses, le mécontentement profond. Les intermittents du spectacle annoncent des initiatives pendant tout le mois de juillet. Les salariés de la Seita sont toujours en lutte contre la délocalisation du site de Carquefou.

Les travailleurs de la SNCM ont déposé un préavis de grève la semaine dernière contre les menaces qui pèsent sur l'entreprise. Les contrôleurs aériens ont débrayé la semaine dernière contre la déréglementation en cours. Il y a eu également la journée d'action du 26 à l'initiative de la CGT.

Malgré ses apparitions dans les journaux nationaux (Le Figaro du 14, l'Humanité du 15) Lepaon n'a pas dit un mot de cette journée d'action. Par contre, il a parlé du « sommet social » et de sa participation alors que les syndicats contestent la présence CGT à ce sommet.

D'autant plus que la situation économique et sociale s'aggrave : la casse de l'emploi se poursuit : les 800 magasins Dia sont rachetés par Carrefour, des suppressions d'emplois se profilent.

L'entreprise Caddie dépose le bilan, 400 salariés sont menacés. Cette entreprise a touché des fonds publics.

Bouygues confirme la suppression de 1500 à 2000 emplois, soit 30 % de ses effectifs en France.

4500 emplois ont été supprimés en 2013 à La Poste (ex entreprise nationale), en 2012 elle en avait déjà supprimé 5000. L'entreprise a reçu 297 millions d'euros au titre du CICE, en quelque sorte une prime pour liquider les effectifs...

Les chiffres du chômage viennent d'être publiés : la France compte plus de 6 millions de chômeurs. Le chômage a augmenté de 4,1 % en un an pour atteindre officiellement 3 388 900 chômeurs catégorie 1 dont les 24 800 du mois de mai. 3,5 millions sont en dehors des statistiques. En mai, 294 000 salariés privés d'emploi ont été radiés. Tout cela a naturellement des conséquences dans l'emploi direct mais aussi dans l'intérim, 22 000 emplois ont été détruits depuis le début de l'année dans ce secteur.

Un rapport dévoile que le pacte de responsabilité du gouvernement (50 milliards) va entraîner la suppression de 250 000 emplois d'ici 2017.

La Cour des Comptes en rajoute. Dans un rapport publié mardi 17, elle préconise la suppression de 30 000 postes de fonctionnaires par an dans les hôpitaux, les collectivités territoriales, et l'augmentation du temps de travail.

Mais ils en veulent toujours plus : Fabius veut étendre l'ouverture des magasins le dimanche sous prétexte de développer le tourisme.

Fillon fait dans la surenchère, pour reconstruire la droite en pleine déliquescence, il demande 50 milliards de cadeaux supplémentaires pour les entreprises, l'augmentation de 3 points de TVA, le retour aux 39 heures payées 35,10 % de fonctionnaires en moins, 100 milliards d'économies sur les dépenses publiques et la suppression du code du travail qui serait remplacé par des accords d'entreprises.

Le journal l'Humanité vient de dévoiler la négociation depuis deux ans d'un accord entre des multinationales dont des françaises comme Orange, Veolia et le Medef avec Deutsche Telecom, Siemens etc. pour l'Allemagne, Vodafone, Thompson etc. pour le Royaume-Uni et 49 états dont les États-Unis, visant à supprimer les services publics.

Cela concerne 70 % des échanges de services dans le monde. Le parti socialiste, la droite et ses alliés, ont voté pour la négociation de cet accord qui prévoit l'interdiction des nationalisations, même partielles.

On sait maintenant pourquoi Veolia participe aux négociations, la multinationale est confrontée au retour de gestion publique de l'eau dans des grandes villes et des régions entières.

L'éducation, la santé, les transports, rien n'échapperait à l'appétit du privé. On sait aussi mieux pourquoi la lutte des cheminots contre la privatisation de la SNCF a fait l'objet d'une telle haine, pourquoi les autoroutes qui devaient retrouver une gestion publique au terme d'un accord qui arrive à échéance resteront du domaine du privé.

Cet accord (ACS) négocié dans le plus grand secret à Genève ouvre la voie à l'accord transatlantique entre les USA et l'Europe. Nous aurons l'occasion d'y revenir au fur et à mesure que nous aurons connaissance du contenu.

Du côté des profits, le pillage continue : les actifs financiers détenus par les multinationales dans le monde atteignent 46 400 milliards de dollars en 2013.

Par comparaison, c'est l'équivalent du produit intérieur brut de l'ensemble des pays de l'OCDE (47 200 milliards de dollars). Le taux de rentabilité de ces actifs atteint 13,8%. Plus 13% par rapport à 2013.

Autres chiffres : les fonds souverains (dont disposent les états) atteignent 6 605 milliards de dollars. Cela concerne notamment les pays du golfe et les revenus du pétrole, du gaz et des matières premières en général. On voit pourquoi les états sont au service des multinationales.

En France, au-delà des cadeaux aux entreprises (230 millions d'euros par an) dont nous avons déjà parlé, le journal Les Echos publie : « le nouveau palmarès des niches fiscales » les 460 niches fiscales représentent 70,2 milliards d'euros hors crédit d'impôt (10 milliards d'euros).

Les 100 plus grands groupes capitalistes mondiaux pèsent 15 000 milliards de dollars en bourse, 47 sont américains huit européens. La capitalisation du « top 100 » a doublé 5 ans.

C'est l'équivalent du produit intérieur brut américain, six fois le PIB français.

Les entreprises françaises pèsent 590 milliards de dollars, les Allemandes 660 milliards de dollars.

Pour terminer sur le chapitre des moyens disponibles, un mot sur les valeurs boursières : les cinq plus fortes hausses du CAC40 en 2013,

- Alcatel Lucent : plus 242,2%
- Airbus Group (ADS) plus 89,2 %
- EDF plus 83 %
- Safran plus 55 %
- Crédit Agricole plus 52,9 %

La bourse de Paris a gagné 18% en 2013

A noter que toutes ces entreprises procèdent ou vont procéder à des suppressions d'emplois.

Il y a donc de quoi satisfaire les revendications des travailleurs, développer les services publics, l'industrie, la recherche, la santé etc....

Les partis politiques ne disent rien ou peu de choses sur la politique menée. C'est soit la surenchère, soit la gestion des décisions, on l'a vu avec la SNCF, Alstom etc., rien sur le fond.

Cela se ressent dans les résultats électoraux. La législative partielle à Valenciennes (remplacement de Borloo) en est une démonstration, l'abstention atteint 74,2 %, l'UDI arrive en tête suivie par le Front National et le parti socialiste en troisième position. Le front de gauche a réalisé 10,3 % alors qu'en 2012 son score était de 24,3 %. Il appelle d'ailleurs à voter pour l'UDI pour faire barrage à l'extrême droite cela ne surprend plus personne aujourd'hui.

Sur la situation internationale :

En Ukraine c'est la guerre civile, il y a des morts tous les jours mais il est impossible de faire le bilan des victimes ou connaître la situation. La manipulation, les mensonges de la presse capitaliste sont utilisés pour masquer la réalité. Nos camarades du parti communiste ukrainien sont agressés physiquement, leurs bureaux dévastés.

N'oublions pas que le gouvernement en place et de type fasciste soutenu, armé, financé par l'Europe et les USA.

Le fascisme est utilisé pour satisfaire l'appétit des multinationales européennes.

L'Ukraine possède d'immenses richesses dont 165 milliards de mètres cubes de gaz, et entre 44 et 47 millions de tonnes de pétrole. Voilà de quoi faire des profits considérables, voilà les vraies raisons, au-delà de la géopolitique, du conflit actuel.

Poutine il veut préserver les intérêts de l'oligarchie russe. On assiste à une guerre de conquête de matières premières entre l'impérialisme US et européen et l'impérialisme russe. Tous les moyens sont bons, nous en avons un exemple supplémentaire à nos portes. Insistons bien sur le fait que le gouvernement socialiste et ses alliés, la droite, soutiennent le gouvernement fasciste de Kiev.

Le front de gauche appelle à la négociation, c'est ce que fait Poutine qui reconnaît le gouvernement de Kiev en négociant avec lui un cessez-le-feu qui n'existe d'ailleurs pas. Le peuple ukrainien est en train de payer le prix d'une concurrence pour le profit.

Cette situation s'aggrave tous les jours et peut déboucher sur un conflit de plus grande envergure.

Nous apportons notre soutien au peuple ukrainien, au parti communiste ukrainien qui demande l'arrêt immédiat des ingérences étrangères. Le parti communiste ukrainien ne reconnaît pas le gouvernement actuel, il n'a pas participé aux élections présidentielles, mais il continue à siéger au parlement pour éviter l'isolement qui aggraverait encore les agressions des fascistes dont il fait les frais.

En Irak c'est la guerre totale. Ceux que les idéologues appellent « les terroristes » sont en fait bien identifiés. Ces groupes armés sont des mercenaires payés, armés, équipés par le Qatar et l'Arabie Saoudite pour s'accaparer les richesses immenses de ce pays. Ces milices se sont d'ailleurs précipitées sur les puits de pétrole et les raffineries les plus importantes. Les USA et l'Europe interviennent pour les mêmes raisons. Les peuples paient.

Entre la Chine et le Vietnam, la situation est toujours très tendue. Là aussi cela peut dégénérer en conflit plus important. Et là encore il s'agit de concurrence internationale entre deux pays qui revendiquent les réserves de pétrole et le contrôle des routes maritimes, indispensables au commerce.

Actuellement, des manœuvres militaires de l'OTAN ont lieu sur la mer Baltique : 100 navires, porte-avions, porte-hélicoptères, 10 000 hommes sans compter ce que l'on ne voit pas, sous-marins, chalutiers espions etc.

Les pays de l'OTAN d'un côté, les Russes de l'autre. Avant les russes étaient invités à procéder à ces manœuvres, aujourd'hui ils sont évités mais présents et ils effectuent leurs propres manœuvres.

La Chine investit tous azimuts en Amérique latine dans le cadre des accords commerciaux (BRICS), elle a prêté entre 2005 et 2013, 102 milliards de dollars pour exploiter le pétrole et les minerais en Amérique latine. C'est également le premier partenaire commercial du Brésil et du Pérou.

La concurrence internationale s'intensifie, les impérialismes s'affrontent pour le profit capitaliste.

On commence d'ailleurs à entendre de la part de plusieurs pays dont notamment Israël qui continue à coloniser la Palestine en toute impunité, qu'il faudrait redessiner un certain nombre de frontières notamment au Moyen-Orient.

En Libye les élections ont eu lieu alors que c'est la guerre partout, personne n'a condamné ces élections. En Syrie elles ont eu lieu dans les mêmes conditions mais là, elles ont été condamnées et non reconnues par les pays de l'OTAN. Il y a vraiment deux poids deux mesures.

Black-out total sur la situation au Mali et en Centrafrique, c'est le chaos dans ces pays, nous y reviendrons également.

Au Venezuela les Etats-Unis interviennent directement pour renverser le gouvernement, comme ils l'ont fait en Ukraine et partout ailleurs.

L'impérialisme américain est dangereux pour les peuples, il faut l'abattre et pour cela soutenir les peuples qui luttent, renforcer la solidarité internationale pour le combattre partout où il sévit.

Nous avons participé à un séminaire international communiste à Bruxelles pendant trois jours. Cette question de l'impérialisme et de son évolution était au centre des débats.

Cela nous a permis de prendre de nombreux contacts avec des partis dont l'opinion, l'orientation se rapproche de la nôtre. Nous sommes intervenus dans les débats. Nous ferons un compte rendu de l'intervention de notre parti qui figurera sur notre site.

Les élections européennes ont démontré les possibilités de notre développement. Nous allons faire un travail précis d'analyse des résultats si possible par bureau de vote là où nous avons progressé. Nous préparons des initiatives dans les départements et les régions où nous avons fortement augmenté nos voix pour parvenir à prendre contact avec nos électeurs.

Rappelons que le vote pour notre parti dans cette élection était sans ambiguïté, il s'agit d'un vote révolutionnaire. Nous ferons des propositions précises au comité national du 20 septembre prochain.

Renforcement des collectifs orga, propa et finances, des propositions seront faites après consultation des camarades.